

Moratoire à l'égard de l'émission des actions de Capital régional et coopératif Desjardins

Afin de contribuer à la stabilisation de la situation financière du gouvernement, il avait été annoncé, dans le cadre du Discours sur le budget du 12 juin 2003, que le montant des émissions des sociétés d'investissement autorisées à recueillir du capital bénéficiant d'un avantage fiscal serait limité pour un an.

Cette limite se traduisait, dans le cas de Capital régional et coopératif Desjardins, par une réduction de son capital autorisé de 75 millions de dollars pour sa période de capitalisation ayant débuté le 1^{er} mars 2003 et se terminant le 29 février 2004, faisant ainsi passer, à la fin de cette période, son capital autorisé de 450 à 375 millions de dollars.

Depuis la création, le 1^{er} juillet 2001, de Capital régional et coopératif Desjardins, la participation du gouvernement à la croissance de cette société d'investissement s'élève à près de 187,5 millions de dollars¹.

En raison du rythme auquel le capital autorisé de cette société d'investissement peut s'accroître, soit 150 millions de dollars par période de capitalisation, une augmentation de la participation du gouvernement de 75 millions de dollars est à prévoir pour la période de capitalisation qui débutera le 1^{er} mars prochain.

Devant la fragilité des finances publiques et tant que les travaux entrepris par le ministère des Finances pour évaluer la pertinence et la complémentarité des différentes dépenses fiscales visant à favoriser la capitalisation des entreprises ne seront pas complétés, un moratoire sera appliqué pour maintenir à 375 millions de dollars le capital autorisé de Capital régional et coopératif Desjardins.

Pour toute information concernant le sujet traité dans ce bulletin d'information, les personnes intéressées peuvent s'adresser au Secteur du droit fiscal et de la fiscalité en composant le (418) 691-2236.

Les versions française et anglaise de ce bulletin sont disponibles sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Des exemplaires papiers sont également disponibles, sur demande, à la Direction des communications en composant le (418) 528-9323.

¹ Un crédit d'impôt non remboursable égal à 50 % du montant investi, jusqu'à concurrence de 2 500 \$, est accordé aux particuliers qui deviennent actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins.